

«Gens du commun» : naissances d'une mondialisation du militantisme

La crise démocratique est réelle et mondiale, à la fois comme décomposition et comme recomposition du Politique et de la citoyenneté. Les forces d'un possible renouveau se construisent déjà et se développeront autour d'une réappropriation des « communs ».

Anne TARDIEU et Jean-Pierre DUBOIS, coresponsables du groupe de travail LDH
« Environnement, développement durable et droits de l'Homme »

Nous vivons, en France et dans d'autres « vieilles démocraties » en Europe comme aux États-Unis, un moment plutôt sombre pour la démocratie et le respect des droits de l'Homme. Sur un continent qui a perdu la maîtrise du monde et dans une nation qui s'est construite autour d'une volonté politique, cette crise peut provoquer pessimisme et découragement. Comme l'a écrit Antonio Gramsci dans une formule plus souvent répétée que prise au sérieux, « *Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et, dans ce clair-obscur, surgissent les monstres* ».

Car Gramsci nous invite à regarder en face le négatif mais aussi à prendre en compte l'ambivalence de toute crise : lutter contre les « monstres » n'est possible qu'en repérant, en accompagnant et en développant ce qui « tarde à apparaître » mais a déjà éclos. Considérons donc, face à la crise démocratique, « **ce qui meurt** », « **ce qui naît** »... et « **ce qui peut et doit naître** » en termes de renouvellement de la citoyenneté et du militantisme.

Nous sommes face à un triple affaissement : dépossession des citoyens par perte d'efficacité

*L'effondrement
du soviétisme
a accentué la
suprématie d'un
néolibéralisme
faisant échapper
l'essentiel du
pouvoir réel
à tout contrôle
démocratique
effectif.
Le politique
a donc cessé
d'être au
centre des
préoccupations
et des espoirs
de la grande
majorité
des citoyens.*

du politique, déliquescence des acteurs, épuisement de l'ancien modèle de représentation démocratique. Un retour en arrière s'impose.

Crise des anciennes intermédiations politiques

Les progrès démocratiques et sociaux se sont construits depuis deux siècles à l'échelle des nations, et pendant la seconde moitié du siècle dernier dans un rapport de forces international « bipolaire » qui contraignait les forces économiques dominantes à faire des concessions atténuant la loi du marché. La financiarisation et la mondialisation dérégulée, à partir de 1971, ont en grande partie désarmé les politiques publiques des États et privé d'efficacité les rapports de forces construits à l'échelle des nations, de plus en plus soumises, d'abord au Sud puis aussi au Nord, à des logiques transnationales de maximisation des profits à court terme et de régression de droits et d'acquis désormais qualifiés de « charges ». A partir des années 1990, l'effondrement du soviétisme a accentué cette suprématie d'un néolibéralisme faisant échapper l'essentiel du pouvoir réel à tout contrôle démocratique

effectif. Le politique a donc cessé d'être au centre des préoccupations et des espoirs de la grande majorité des citoyens.

Or ce défi jeté à l'action politique n'a pas été relevé par les anciens acteurs « progressistes » les plus importants : ni la social-démocratie européenne, ni le parti démocrate US n'ont été capables d'ouvrir de nouvelles pistes redonnant aux citoyens du pouvoir réel et un espoir de progrès. On voit au contraire la quasi-totalité des partis politiques, en France notamment, se réduire à des machines électorales... de moins en moins efficaces et qui ne croient plus en leur propre légitimité (ce qui est la seule raison véritable de la multiplication des élections primaires). Chaque citoyen est ainsi renvoyé à son isolement dans un contexte anxiogène voire régressif, d'où ne peuvent sortir que la « politique de la peur », la tentation de la recherche de boucs émissaires et finalement des « politiques de la haine ».

Car à tout cela s'ajoutent les difficultés croissantes de fonctionnement des institutions représentatives. Les disciplines autrefois supportées (délégation aux « élus qui savent » et aux « dirigeants

qui veulent pour le peuple») le sont de moins en moins par des citoyens dont le niveau de formation et d'information n'est plus celui d'il y a un siècle et qui vivent, dans tous les aspects de leur vie quotidienne, une individualisation valorisant l'autonomie personnelle et dévalorisant les contraintes collectives.

On ne peut donc guère s'étonner de voir les forces les plus régressives et les plus hostiles au principe démocratique exploiter la délégitimation des « anciennes élites » : « démocratie illibérale » de Viktor Orban, dénonciation de « l'établissement » par Marine Le Pen, mot d'ordre de Donald Trump « asséchez le marigot », propagande du Club de l'Horloge en faveur du référendum court-circuitant des représentants illégitimes... Les populismes, ameutant les foules autour d'« hommes à poigne », utilisent et accroissent fragmentations sociales et « désintermédiation » institutionnelles (c'est-à-dire affaiblissement non seulement des pouvoirs institués et des partis mais aussi des médias, des instances intellectuelles, etc.).

La crise mondiale de la démocratie n'est dès lors pas seulement caractérisée par les réaffirmations du principe autoritaire (la « verticale du pouvoir » de Vladimir Poutine) dans les pays à tradition despotique (Russie, Chine, Turquie...) et par des régressions dans des pays récemment démocratisés (Hongrie, Pologne, Philippines...), mais aussi par la montée d'une extrême droite souvent « social-nationaliste » et toujours xénophobe (voire ouvertement raciste) dans de « vieilles démocraties » : ce fut le ressort le plus efficace du vote pour le « Brexit » au Royaume-Uni comme de l'élection du Président le plus dangereux de toute l'histoire des Etats-Unis, et c'était en France l'enjeu de la compétition engagée entre Nicolas Sarkozy et le Front national.

Mais ces facettes du « côté obscur »

Dans les esprits de la majorité des habitants des Etats de toutes les parties du monde, progressent, depuis le début du siècle, des « sujets communs » portés par des acteurs nouveaux à toutes les échelles territoriales, d'où une véritable mutation des formes d'exercice de la citoyenneté.

ne sont qu'une partie du tableau, la plus visible mais pas nécessairement la plus déterminante.

Dans les esprits de la majorité des habitants des Etats de toutes les parties du monde, progressent, depuis le début du siècle, des « sujets communs » portés par des acteurs nouveaux à toutes les échelles territoriales, d'où une véritable mutation des formes d'exercice de la citoyenneté.

Nouveaux champs et acteurs de la citoyenneté

Ces « sujets communs » sont issus non d'un renouvellement de la pensée démocratique mais de transformations du réel de plus en plus tangibles pour l'ensemble du genre humain. La première et la plus radicale de ces « transformations éveilleuses » fut la prise de conscience mondiale croissante, depuis une décennie, de l'avènement de l'anthropocène : quand on a vécu la destruction de la plus grande partie de la Nouvelle-Orléans par « Katrina », l'empoisonnement des golfes du Mexique et de Guinée, les incendies géants en Australie ou en Californie, quand on ne peut survivre qu'en portant constamment des masques à Pékin voire à Tokyo et à New Delhi, on n'en est plus à enfouir des têtes d'autruche dans le sable « climato-sceptique ». Les gouvernants qui ont adopté l'an dernier l'accord de Paris n'ont été unanimes (en paroles) que parce qu'une véritable opinion publique mondiale est en formation sur l'urgence climatique. La deuxième émergence, plus large que le dossier du climat, est la thématique du « commun » et des « communs », là encore portée dans les années récentes par des mutations objectives : drames et conflits croissants autour de l'accès à l'eau, facilitation de pratiques collaboratives et d'échanges non marchands par de nouvelles techniques de communication et de mobilisation citoyenne, défense de « sécurités élémentaires » au sens du Pnud (santé, éducation...) face à la mar-



© LIONEL ALLORGE, LICENCE CC

chandisation destructrice, etc. Ces nouvelles « conditions objectives » ont fait émerger, sur le plan du « subjectif », de nouveaux acteurs citoyens, y compris, pour la première fois, à l'échelle mondiale. Dès l'extrême fin du siècle dernier, au symbole néolibéral du « World economic forum » de Davos a répondu, après la mobilisation de Seattle contre l'OMC en 1999, le mouvement né en 2001 à Porto Alegre des Forums sociaux mondiaux, qui s'est aussi décliné à des échelles continentales voire nationales. Il s'agit déjà alors non de nouvelles organisations comparables à des partis politiques ou à des associations, mais de processus mêlant des forces organisées (syndicales et associatives notamment) et des individus comme participants directs dans une mobilisation internationale de masse sans précédent, dont l'organisation a été grandement facilitée par les nouveaux moyens de communication militante (Internet, Skype, etc.). On a vu ensuite se multiplier les « réseaux citoyens », dans lesquels des modes de communication et d'élaboration « horizontale/interactif/« globale » (utilisant là aussi des outils nouveaux du type « Framapad ») réduisent le besoin d'organisation « centralisée »/top down. Et le développement foudroyant des réseaux sociaux, qui sont à l'instar de la langue d'Esope la meilleure et la pire des choses, a produit de nouvelles formes de mobilisation militante (manifes-



Le développement foudroyant des réseaux sociaux a produit de nouvelles formes de mobilisation militante, par exemple le « processus Alternatiba » en France depuis 2013 (ici à Paris, en 2015).

tations de masse en Iran en 2009, «révolutions arabes» de 2010-2011, mouvements des Indignados puis de Podemos en Espagne, etc.) et aussi de sociabilité militante, avec des acteurs là encore souvent mixtes (à la fois réseaux de citoyens et regroupement d'associations locales): par exemple, dans le champ écologique, «350.org» organisant une manifestation énorme à New York en 2014, le «processus Alternatiba» en France depuis 2013, le Réseau action climat (Rac) ou encore, dans le champ de la défense des droits, le réseau «Euromed droits».

Un nouvel élargissement du cadre est parfois apporté par de larges coalitions telle que la Coalition mondiale climat et ses incarnations successives (notamment la Coalition climat21 en France, en 2015), avec les mêmes «marqueurs» (coopération d'organisations et d'individus, processus coopératifs et inclusifs d'élaboration et de rassemblement, mais aussi avec des pratiques de passages de relais entre coalitions successives (notamment pour l'informatique, la communication, l'organisation) qui cherchent à concilier le «souple» et le «durable».

Naissent ainsi de nouvelles cultures et méthodes militantes. Réseaux, coalitions, campagnes, à la différence des forums sociaux, sont des acteurs/vecteurs de mobilisations, d'actions concrètes, de projets/entreprises

communes. Les uns et les autres sont non seulement mixtes (organisations et individus) mais aussi sans liens (non seulement organiques mais «ressentis») avec des partis politiques, et transnationaux (et la question ne se pose même pas) même quand elles apparaissent dans un pays donné et en raison d'une culture militante propre à une zone du globe (voir par exemple le développement de «350.org»).

Ces émergences prometteuses ne suppriment évidemment pas les contradictions qui nous traversent tous (dans le contexte d'individuation compétitive que nous subissons) et restent confrontées à des questions largement non résolues (comment faire vivre du «durable fluide»? comment inventer de nouveaux modes de représentation et, plus largement, d'intermédiation?), mais «le mouvement se prouve en marchant» et l'immobilité ne résout aucun problème. Nous n'avons donc d'autre choix que d'investir ces terrains, d'être partie prenante de ces élaborations et de relever ces défis.

Un «pouvoir citoyen» sur les communs

On ne peut refonder l'expression démocratique qu'en évitant le piège populiste, en promouvant de nouveaux équilibres démocratiques et en construisant les nouveaux «acteurs citoyens du commun».

Si l'on n'oublie pas que le populisme (du général Boulanger à

Perón et aujourd'hui à Trump, par exemple) consiste à en appeler contre toute institution à des foules unies par un leader charismatique, on voit qu'il serait mortifère de «jeter le bébé» (de l'intermédiation) avec «l'eau du bain» (le «tout représentatif»). Aucun progrès démocratique ne peut sortir de la concentration du pouvoir entre les mains d'un chef/d'une incarnation; au contraire, toutes les émergences évoquées vont dans le sens du collaboratif, du pluralisme inclusif et de la «collégialité gouvernante».

Pour faire face à la fragmentation sociale, aux tensions identitaires et à l'individualisme compétitif, nous avons besoin de nouvelles formes, y compris instituées, d'intermédiation citoyenne, d'outils de démocratie délibérative articulant droit d'initiative et participation directe des citoyens à l'élaboration (en amont) des décisions, délégations de pouvoirs cadrées et conditionnées par des débats informés et contradictoires, et, enfin, institution de contrôles effectifs des élus par les électeurs (par exemple les référendums d'abrogation existant déjà en Italie, et le droit de saisine directe de juges constitutionnels de garantie des droits fondamentaux par les citoyens).

Mais nous avons surtout besoin de voir se renforcer et se multiplier ces «acteurs citoyens du commun» qui ont déjà commencé à émerger, permettant des engagements plus souples mais durables de citoyens attachés à leur autonomie, partant du réel (à partir de questions et de dossiers «de terrain») pour rassembler autour de projets partagés et non d'allégeances «descendantes». Nombreux sont les territoires, villes, régions et Etats dans lesquels ces processus sont déjà visibles et influents. Et le développement de ces dynamiques est la seule chance de régénération démocratique et de remobilisation citoyenne, notamment du côté des jeunes générations, à l'échelle des enjeux globaux du «monde qui vient». ●